

ARRÊTÉ DCAT/BEPE/N°2025-377

du 20 OCT. 2025

imposant des prescriptions complémentaires à la société ArcelorMittal France relatives aux substances per et polyfluoroalkylées pour ses installations du site du train à chaud situé sur le territoire des communes d'Hayange et Serémange-Erzange

Le Préfet de la Moselle
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, livres I et V et notamment ses articles L.181-14 et R.181-45 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;

Vu l'arrêté DCL n°2025-A-97 du 9 septembre 2025 portant délégation de signature de M. Philippe Deschamps, assurant l'intérim des fonctions de secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral n°99-AG/2-186 du 26 juillet 1999 modifié autorisant la société Sollac à poursuivre l'exploitation de son train à chaud situé sur le territoire des communes de Hayange et Serémange-Erzange ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2020-DCAT/BEPE-18 du 23 janvier 2020 complémentaire relatif au changement d'exploitant de la société ArcelorMittal Atlantique et Lorraine au profit de la société ArcelorMittal France pour l'ensemble des unités exploitées sur les communes de Florange, Hayange, Rombas, Serémange-Erzange et Terville ;

Vu l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le rapport de visite n°01353 de l'inspection des installations classées relatif à la visite d'inspection du 31 mars 2025 ;

Vu le courrier de l'exploitant du 17 mars 2025 ;

Vu le rapport du 24 avril 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu le courrier préfectoral du 8 septembre 2025 informant la société ArcelorMittal France des prescriptions complémentaires envisagées et le projet d'arrêté préfectoral correspondant ;

Vu le courrier préfectoral du 16 septembre 2025 informant la société ArcelorMittal France des prescriptions complémentaires envisagées et le projet d'arrêté préfectoral correspondant ;

Vu l'absence de réponse formulée par la société ArcelorMittal France dans le délai imparti ;

Considérant que certaines substances per- et polyfluoroalkylées sont susceptibles de porter atteintes à l'environnement et à la santé humaine, intérêts protégés de l'article L511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que les analyses de substances per- et polyfluoroalkylées, réalisées sous agrément du ministère en charge de l'environnement en date du 18 avril 2024, révèlent la présence de fluor organique en quantité significative dans les rejets aqueux de la société ArcelorMittal France – Site du Train à chaud ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 31 mars 2025, l'exploitant a déclaré à l'inspection des installations classées :

- qu'aucune substance PFAS n'est identifiée comme entrant dans la composition des produits utilisés sur le site du train à chaud, telle que présentée dans les fiches de données de sécurité ;
- que les fournisseurs de produits principaux utilisés sur le Train à Chaud et reconnus pour leurs propriétés de résistance à la chaleur (huile de laminage et huiles hydrauliques) ont confirmé qu'aucune substance PFAS n'entre dans la composition des huiles utilisées sur le site ;
- qu'aucune application d'émulseur n'a été réalisée sur le secteur du TAC depuis au moins 3 ans et qu'aucun stockage n'est réalisé sur le site même du Train à Chaud (stockage dans le local pompiers des Grands Bureaux de Florange) ;
- qu'aucune substance PFAS produite par dégradation n'a été identifiée sur le site ;
- ne pas avoir connaissance d'exercices incendie de grande ampleur sur le secteur du train à chaud ou de l'aciérie pouvant utiliser des émulseurs contenant des substances PFAS.

Considérant que l'exploitant souligne dans son courrier du 17 mars 2025 :

- que des interférences sont connues entre la mesure d'AOF, les halogénures et les chlorures ;
- l'exploitant a démontré à l'inspection que l'eau de la Moselle présente une charge significative

en chlorures, de l'ordre de 150 mg/L sur la période de mesure concernée par la troisième campagne d'analyses ;

- que les incertitudes de mesure du paramètre AOF peuvent atteindre 50 % ; la limite de quantification fixée à 2 µg/L peut alors poser un problème de sensibilité de mesure ;

Considérant dès lors, qu'il convient de surveiller, à l'aide d'analyses supplémentaires, la corrélation probable de la concentration élevée mesurée en fluor organique en avril 2024 en sortie de la station d'épuration avec la concentration en AOF mesurée dans l'eau de Moselle dans le but de limiter les impacts d'émission de substances per et polyfluoroalkylées sur l'environnement et la santé humaine ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle,

ARRÊTE

Article 1^{er}

La société ArcelorMittal France dont le siège social est situé 6 rue André Campra – Immeuble « Le Cézanne » 93200 La Plaine Saint-Denis, est tenue de respecter à compter de la notification du présent arrêté les prescriptions suivantes pour son établissement du Train à chaud exploité sur les communes de Hayange et Serémange-Erzange.

Article 2 : surveillance des émissions de substances per- et polyfluoroalkylées et de leurs effets sur l'environnement

L'exploitant met en œuvre une surveillance trimestrielle de ses émissions de substances per- et polyfluoroalkylées pendant une durée d'un an, soit 4 campagnes d'analyses, au niveau :

- du point de localisation du prélèvement de l'eau de la Moselle destiné à alimenter le process du Train à Chaud ;
- du point de rejet aqueux relatif à la sortie de la station de traitement des effluents provenant du train à chaud et de l'ancienne aciérie.

Les analyses comprendront :

- une estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ;
- les 20 substances obligatoires décrites à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

L'exploitant s'assure que l'organisme agréé de mesure prendra les dispositions nécessaires afin de réaliser un prélèvement 24 heures asservi au débit et en sortie de la station d'épuration du train à chaud.

Les résultats d'analyses accompagnés de commentaires sont transmis à l'inspection des installations classées via la plateforme GIDAF au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure.

Article 3 : Publicité

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairies de Hayange et de Serémange-Erzange et pourra y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché pendant une durée minimum d'un mois dans les mairies susvisées. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins des maires des communes susvisées et adressé au préfet de la Moselle.

Le présent arrêté sera publié sur le portail internet des services de l'État en Moselle (publications – publicité légale installations classées et hors installations classées – Arrondissement de Thionville) pendant une durée minimale de 4 mois.

Article 4 : Délais et voies de recours

En application de l'article R.181-50 et R.181-51 du code de l'environnement :

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15-1 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'article R.181-51, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

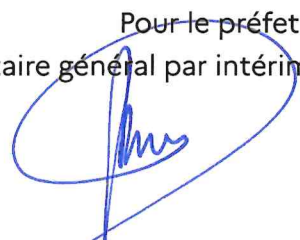
La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans les délais susmentionnés.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

Article 5 Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est et les maires de Hayange et de Serémange-Erzange sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la société ArcelorMittal France et au sous-préfet de Thionville.

Pour le préfet,
Le secrétaire général par intérim



Philippe Deschamps

